



A travers les lycées professionnels, Emmanuel Macron tente de parler à la France des villes moyennes

A Saintes, le chef de l'Etat a présenté jeudi la réforme du lycée professionnel, un « système qui est aujourd'hui mal fichu ». « Une vraie réponse à la fracture des territoires », a-t-il assuré. Redonner « fierté » et perspectives à la France qui travaille jeune, et qui trop souvent décroche. Dans le gymnase d'un lycée professionnel de Saintes (Charente-Maritime), jeudi 4 mai, Emmanuel Macron s'exprime devant une centaine de jeunes assis en cercle autour de lui. Ces élèves de 17 ou 18 ans, qui fabriquent des caténaires ou des essieux, ont « toutes les raisons d'être fiers d'être là » « C'est le système lui-même qui est aujourd'hui mal fichu », assène le président de la République. Certains opinent du chef, attentifs, en filmant avec leur smartphone Emmanuel Macron qui détaille sa réforme du lycée professionnel. Ceci n'est pas une « réforme », lance-t-il, c'est une « cause nationale » qui touche un lycéen sur trois.

Un milliard d'euros supplémentaire par an sera consacré à cette jeunesse qui n'accède pas aux métropoles et aux grandes écoles, mais incitée à croire que « le lycée près de chez soi peut mener loin ». « Une vraie réponse à la fracture des territoires et des destins dans laquelle certains voudraient nous enfermer », revendique le chef de l'Etat, qui a subi la crise des « gilets jaunes » et affronté Marine Le Pen lors des deux précédentes présidentielles. Emmanuel Macron s'est adressé aux catégories qui votent ou prêtent l'oreille à sa rivale d'extrême droite, et que celle-ci dépeint, sous les vocables de « France des BTS » en premières victimes de la récente réforme des retraites. « La France que vous allez pénaliser, c'est la France des BTS et des bacs professionnels », cinglait le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, en janvier, en l'opposant à celle des bacs + 5 qui vont « se balader pendant deux ans à Singapour »

Alors que les cortèges syndicaux défilaient lundi 1^{er} mai, Marine Le Pen a étrillé la politique d'Emmanuel Macron comme un « projet de dépossession et de déconstruction ». Une diatribe suivie de près à l'Elysée, où un conseiller brosse le tableau lyrique d'un « président pèlerin [qui] retourne évangéliser les Français, comme après la crise des “gilets jaunes”, pour renouer avec les racines du pays et répondre au sentiment de dépossession »

Emmanuel Macron n'a pas quitté l'enceinte du lycée Bernard-Palissy, jeudi. Lui qui déplorait un « déni de réalité » face à la réforme des retraites a cette fois « [ouvert] un peu le capot » et égrené des chiffres « cruels ». Sur cent élèves en lycée professionnel, un tiers décroche sans diplôme, un gros tiers intègre la vie active avec un bac pro (mais vingt-trois restent au chômage), un petit tiers poursuit des études supérieures (que presque la moitié d'entre eux ne réussira pas). A chaque étape, le décrochage menace, martèle Emmanuel Macron, qui considère que l'école ne peut être un sanctuaire à l'abri des logiques du marché.

« L'emploi et la citoyenneté vont de pair abonde le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye. La citoyenneté, ce n'est pas seulement les disciplines fondamentales, c'est aussi trouver un travail. » « On vous dira que c'est une privatisation, qu'on est en train de donner le lycée professionnel aux entreprises. Mais enfin, que tous ceux qui défendent le système tel qu'il fonctionne aujourd'hui en répondent ! », a défié Emmanuel Macron, sans avoir croisé les quelques centaines de manifestants qui protestaient avec des casseroles à 700 mètres de là. « Les besoins bougent, parce que l'économie bouge », plaide-t-il.

Convaincu qu'un bon bilan économique finira par repousser les tentations de vote extrême, Emmanuel Macron s'inspire de sa réforme de l'apprentissage, qui a permis de passer de 300 000 apprentis à plus de 800 000 par an. « La réforme des retraites et celle des lycées professionnels visent le même objectif du plein-emploi argumente le député Renaissance des Français de l'étranger Marc Ferracci. La première doit permettre le maintien dans l'emploi des seniors, la seconde d'améliorer l'insertion des jeunes C'est un levier important pour faire reculer le vote FN [pour Front national, ancien nom du Rassemblement national], car lorsque l'emploi local se dégrade, cela alimente le mécontentement et in fine le vote populiste. »

« On va remettre en marche le social elevator [l'“ascenseur social”] », s'enthousiasme-t-on à l'Elysée, comme pour remettre en route un quinquennat suspendu. Ce chantier, que le président de la République présentait dans ses vœux pour 2023 comme une solution à « la principale injustice de notre pays » qui est « la trop faible mobilité sociale », ne nécessitera pas de loi spécifique. Un avantage en l'absence de majorité absolue, pour cette urgence





affichée qui aura attendu la sixième année d'Emmanuel Macron à l'Élysée.

Annoncée jeudi, l'indemnité de stage pour les élèves constitue un premier jalon de reconnaissance. « L'argent, ça facilite », se réjouit Noah, 18 ans, en maintenance des équipements audiovisuels et électroménagers, avec son ami Zourab, technicien d'usinage. A destination des enseignants, Emmanuel Macron a annoncé une hausse de salaire allant jusqu'à 7 500 euros brut par an pour ceux qui accepteraient de nouvelles missions.

Mais la reconnaissance se veut aussi culturelle. « Tout le monde s'en fout ! », ne cesse de déplorer le chef de l'État devant ses ministres, à propos de ces lycéens dont 3 % seulement sont des enfants de cadres (contre 26 % dans les lycées généraux ou technologiques). Ces jeunes à qui on dit « va là, parce que tu ne sais rien faire d'autre », a conclu le chef de l'État, « seront la pointe avancée » du pays d'ici cinq à dix ans dans la rénovation énergétique, le nucléaire, le renouvelable, le numérique... Déjà, les dix métiers les plus recherchés s'apprennent en voie pro. « Que peut faire le pouvoir politique pour changer les mentalités ? Cela ne se décrète pas, il faudrait une révolution idéologique », estime, auprès du Monde, l'écrivain Nicolas Mathieu, lauréat du prix Goncourt pour *Leurs enfants après eux* (Actes Sud, 2018), sans affiliation politique mais très critique contre la réforme des retraites.

« Le mérite a remplacé le sang dans l'aristocratie républicaine, et tout ce qui ne participe pas du cursus honorum est dévalorisé », constate le romancier au regard de sociologue. Toute la structure scolaire trie, classe, relègue. Un bac + 5 et un bac pro mènent à deux mondes différents ; chacun détermine la manière dont on fait nos choix de style de vie, de vote. » L'auteur de *Connemara* (Actes Sud, 2022) estime donc que « revaloriser ces gens-là est déjà bien, mais est-ce suffisant pour reconquérir toute une population partie vers l'extrême droite ? Je rêve que la gauche s'y colle et reprenne les classes populaires de province ».

S'abonner

